

GROUPE

INFORMATIONS & LIAISONS

OUVRIERES

BULLETIN d'information n° 18

Janvier 1960

A travers les événements d'Algérie se pose une situation profondément originale qui ne peut être comparée à aucune autre situation historique. Le texte qui suit n'a pas la prétention d'être une analyse complète et totale, mais un apport d'informations et une contribution pour aider chacun à comprendre. Il est le compte rendu d'une discussion sur les événements et contient à la fois des vues générales et des détails.

Le déroulement des événements peut d'ailleurs venir contredire ou rendre inutile ce que nous écrivons. Nous souhaitons que cet exposé provoque une discussion entre nos correspondants et ILO, discussion qui sera diffusée dans les mêmes conditions que ce Bulletin.

L'ARMEE

que
L'armée, en Algérie, est plus l'arbitre d'un conflit entre deux fractions du capitalisme français. Sans aucun doute, les éléments les plus dynamiques et les plus modernes de ce capitalisme se trouvent derrière DE GAULLE; ainsi se dégagent dans le contexte de la situation économique et politique internationale les impératifs économiques et politiques qui poussent le gouvernement depuis plusieurs années à mettre fin à la guerre d'ALGERIE.

Sans aucun doute à travers la résistance des éléments "rétrogrades" et marginaux du capitalisme, en INDOCHINE, puis en ALGERIE, et vis à vis de certaines couches sociales en FRANCE, l'armée a-t-elle trouvé un terrain propice au développement de son influence et le sentiment qu'elle pouvait jouer un "rôle historique".

L'armée n'est plus l'exécutante de la volonté du pouvoir du groupe capitaliste dominant, mais en ALGERIE, est devenue l'instrument d'un petit groupe capitaliste. Mais tout en gardant ce caractère objectif, les rapports réels se sont pour ainsi dire inversés. Cette identification complète de buts de lutte a fait que tout le pouvoir s'est trouvé transféré à l'armée en ALGERIE, qu'elle s'est accrue démesurément, qu'elle a pris conscience de son "rôle" possible, et que maintenant elle tend à assumer une action autonome dont la dynamique conduit à long terme à la recherche de la conquête du pouvoir politique en FRANCE métropolitaine et à se servir de l'affaire d'ALGERIE comme tremplin pour atteindre ce pouvoir.

Mais la situation de l'armée n'est pas aussi monolithique qu'on peut le croire. D'un côté, on peut ranger le caractère timoré d'une partie des cadres, les conflits de clans, les rivalités personnelles, la courte vue politique (dans l'affaire d'ALGERIE les militaires ne dépassent pas sur ce terrain les intérêts colonialistes qu'ils ont épousés); certains militaires restent légalistes, d'autres gaullistes; on ne se trouve nullement en présence d'une armée unie.

Mais un ~~facteur positif~~ peut venir apporter l'adhésion des "timorés" à cette action autonome de l'armée. La fin de la guerre d'ALGERIE signifierait la liquidation totale pour beaucoup de militaires. Nombre d'entre eux sont impliqués dans des affaires qui depuis la torture jusqu'au pillage et aux trafics divers les rend passibles à plus ou moins longue échéance sinon de poursuites du moins de mises à l'écart. Tous ont trouvé en ALGERIE un profit énorme dans leurs gains, leur avancement, leur retraites futures. Les décisions récentes - auxquelles CHALLE avait été associé - marquent le départ de ce processus de liquidation de l'armée d'ALGERIE. Toutes proportions gardées, l'armée réagit comme un ouvrier dont on ferait disparaître brutalement l'entreprise qui lui assure une situation enviable.

LES EVENEMENTS ET LES CLASSES SOCIALES EN ALGERIE/

A partir du moment où DE GAULLE avait posé l'autodétermination, une situation objective se développait sur ce conflit entre le pouvoir central et l'armée et n'importe quel événement pouvait déclencher une opposition brutale au lieu de l'opposition larvée

Il ne semble pas qu'il y ait eu "complot" arrêté d'avance. Evidemment il y avait des liaisons étroites entre ORTIZ-LAGAILLARDE, etc;.. et les militaires, mais ce n'est qu'au cours du développement des événements que les choses se sont trouvées orientées dans ce qu'elles sont maintenant et utilisées par les militaires dans un but précis: poser à l'échelle de la FRANCE la question du pouvoir. Non seulement l'armée n'a rien fait pour empêcher les groupes d'extrême droite de s'installer dans la rue, mais elle a contribué à son renforcement; les "insurgés" sont installés dans un véritable camp retranché et cette position "forte" sert de base de manœuvre vis à vis de PARIS.

Il y a fraternisation de fait entre l'armée de métier et les insurgés. L'épisode DUCOURNEAU est significatif: ce chef "prestigieux" et légaliste (le seul qui n'est pas march é au 13 MAI) avec son unité de paras avait relevé la "garde" des barricades. Au bout de trois heures, ces paras fraternisaient.

Autour des barricades il n'y a jamais eu plus de 10 à 15.000 "visiteurs" sur les 300.000 européens d'ALGERIE. Ce ne sont pas les foules du 13 MAI. Mais la population européenne apporte néanmoins son soutien aux insurgés; une large fraction a suivi le mot d'ordre de grève générale même parmi les dockers et les cheminots européens. On retrouve cette unanimité de toutes les classes pour défendre une situation privilégiée pour tous dans un certain type de société; les plus dépendants se trouvent liés aux intérêts du gros possédant. Malgré les différenciations de classes, tous les éléments de la population se trouvent associés dans un but immédiat.

Dans quelle mesure les nécessités économiques maintiendront cette unité? Pour les salariés, pour le ravitaillement de la population la grève ne peut être prolongée. Dans la mesure où la situation dure, les "insurgés" sont conduits à prendre des mesures et à se substituer aux pouvoirs civils: c'est ainsi que LAGAILLARDE fait libérer par ses troupes des internés de l'affaire du Bazooka, un ordre de reprise du travail dans les services vitaux (transports, ravitaillement) est donné par les chefs de l'émeute.

Les Musulmans même ceux qui, volontairement ou contraints, s'étaient déplacés au 13 MAI ne bougent pas. Au contraire, des déclarations individuelles et certaines manifestations ou bien refus de s'associer à des manifestations européennes marquent leur hostilité vis à vis des européens et de l'armée. La propagande gouvernementale semble vouloir exploiter cette attitude des musulmans pour essayer de les faire passer pour des soutiens de DE GAULLE.

LES DEVELOPPEMENTS POSSIBLES/

1°) Séparation de fait de la métropole: DE GAULLE après avoir mis le poids de sa personne pour tenter de résoudre "pacifiquement" le conflit maintient sa position "dure". Il ne peut pas reculer. Peut-être recourra-t-il à un référendum pour appuyer sa politique algérienne et sa personne. Mais cela ne résoudrait rien.

Vis à vis de l'ALGERIE, de l'armée et des "émeutiers" il fait le chantage à la scission. A l'extrême il laisse l'ALGERIE isolée - dotée éventuellement par les insurgés d'un gouvernement autonome - vivre son autonomie; il sait que l'ALGERIE seule ne peut rien.

Mais plus vraisemblablement en évitant que tout soit consommé de part et d'autre par une rupture définitive, la situation équivoque de maintenant risque de durer.

Ou bien l'armée acceptera de se rallier à DE GAULLE et d'éliminer les groupes d'extrême droite, pas obligatoirement par la force, plus vraisemblablement par des transactions. La crise actuelle semblerait résolue mais ne le serait pas en réalité car les équivoques seraient maintenues à propos de l'ALGERIE, et le problème propre de l'armée ne serait pas réglé. Il rebondirait à la première occasion.

Ou bien l'armée continue à "laisser se développer la situation". Elle se trouverait logiquement conduite soit à des actions militaires extrêmes dans la conduite de la guerre d'ALGERIE soit à une intervention dans la métropole, épaulée par les formations d'extrême droite et des éléments de l'armée en FRANCE.

A vrai dire on voit mal comment certains éléments de l'armée accepteraient de jouer cette politique aventuriste qui ne peut conduire qu'à une impasse et à une intervention étrangère.

Si l'on tient compte cependant de cette perspective deux autres solutions se dessineraient alors: ou la guerre civile, ou le retrait de DE GAULLE.

2°) la guerre civile

Une initiative militaire conduit DE GAULLE à chercher l'appui des "masses" des partis "de gauche" et des travailleurs (mobilisation de classes). Ou bien cette initiative déclenche une réaction spontanée des travailleurs.

Cette hypothèse de guerre civile semble improbable:

- intrinsèquement: aux facteurs de renforcement des insurgés avec le temps s'opposent des facteurs de dispersion; l'armée oserait-elle une telle action qui la diviserait et qui est hors de ses ambitions politiques immédiates.

- dans le contexte international tout développement en ce sens de la situation se heurterait à une intervention américaine sous le couvert de l'ONU. Les pays capitalistes comme l'URSS ne peuvent laisser s'installer en FRANCE une situation révolutionnaire. L'exemple de la HONGRIE ou du LIBAN se renouvellerait. Non préventivement mais au moment voulu en cas d'absolue nécessité. L'ALGERIE ne paraît pas pouvoir déclencher une nouvelle guerre d'ESPAGNE.

3°) Retrait de DE GAULLE (sa "capitulation" paraissant exclue)

Dans ce cas un "homme providentiel" (JUN, BIDAULT, ou autre) s'établirait dans une situation plus ou moins trouble mais excluant la guerre civile ouverte; un régime policier se développerait frappant progressivement et individuellement le PC, les formations d'extrême gauche, les militants et les intellectuels.

Mais on peut prévoir qu'à ce pouvoir placé par l'armée s'imposeraient les mêmes impératifs économiques et politiques de régler le conflit algérien

Il ne paraît pas en définitive qu'il soit possible de prévoir une solution immédiate. La marge de manœuvres de DE GAULLE est très étroite. S'il va jusqu'au bout de

l'intimidation, il précipite une cristallisation de la droite, accule l'armée à une action en métropole. Déjà émerge une opposition de droite qui prend partie pour l'émeute. Mais sa position personnelle son "prestige", sa position internationale, lui interdisent toute concession. Les éléments dynamiques du capitalisme ne veulent pas d'un aventurisme militaire. Toute cette situation objective favorable rejoint son comportement personnel pour "faire face". Les solutions "assemblée" référendum, ne sont pas des solutions.

ALGER, d'autre part, en face de cette attitude "dure" ne peut sans menace de voir ses avantages actuels s'effilochoer que "prendre des décisions" c'est-à-dire une initiative militaire à l'égard de la métropole.

On peut compter sur la "ruse" de DE GAULLE pour essayer de résoudre "seul" la situation dans le rapport des forces actuelles en évitant si possible la violence, mais en affirmant sa volonté de ne rien céder.

Jusqu'au dernier moment, il ne s'appuiera pas résolument sur les travailleurs. Sans doute les partis, le PC compris sont prêts à l'appuyer et à enrôler les travailleurs sous la bannière de l'Union Nationale pour soutenir DE GAULLE contre les factieux, des UNR aux Trazkystes. Mais il n'entend certainement pas se lier de ce côté dans l'immédiat.

Le patronat, comme beaucoup de travailleurs, paraissait ne pas comprendre le jeu qui se joue et la gravité de la situation (c'est du moins le cas pendant les premiers jours) Un certain scepticisme est l'attitude la plus connue. Les travailleurs considèrent un peu comme une farce les événements d'ALGER, comme s'ils étaient extérieurs, comme s'ils devaient être résolus facilement. "qu'est-ce qu'il attend" disent-ils souvent, comme si l'armée le suivait comme un seul homme. Les plus conscients envisagent un éventuel soutien à DE GAULLE, affirment qu'ils ne sont pas prêts à se battre pour DE GAULLE. Mais ce ne serait peut être pas la position de la majorité et en cas "d'appel au peuple", d'un référendum, ou d'un développement imprévu, il paraît plutôt vraisemblable que les travailleurs donneraient encore une fois, sous le couvert de l'Union Nationale, pour la Patrie en danger. Mais aussi peut être une telle attitude poserait une situation révolutionnaire pour la classe ouvrière française. C'est la raison pour laquelle nous ne pensons pas ni que DE GAULLE y recoure, ni que les deux "grands" laissent les événements se développer en ce sens.

1/2